

**Arrêté temporaire n°26-AT-0218
Portant réglementation de la circulation**

RUE DE LA CARRIERE

Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU Arrêté ST-2026-32 portant délégation de signature,

VU la demande en date du 01/09/2026 émise par CATAGOLFE représentée par Monsieur LUC HOUDET aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,

VU l'arrêté préfectoral du 1007/2014 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1, L.2, L.48 et L.49,

CONSIDÉRANT que utilisation de haut-parleurs sur la voie publique rend nécessaire d'arrêter la réglementation

,

ARRÊTE

Article 1

À compter du 01/10/2026 et jusqu'au 04/10/2026, le demandeur est autorisé à utiliser des haut-parleurs, COMMUNE D'ARRADON.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, CATAGOLFE.

Article 3

La gendarmerie et les policiers municipaux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Arradon, le 02 septembre 2026

Pour le Maire,

Adjoint au Maire



Nicolas CRUSSAIRE

DIFFUSION:

- CATAGOLFE
- La gendarmerie
- les policiers municipaux
- Adjoint au DST
- Directeur des Services Techniques
- Responsable Vie asso

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.